

Filles mères : la hchouma du Maroc

>> Dans le pays du jeune roi Mohamed VI, une mère célibataire reste une prostituée. Au Maroc, la loi les condamne à deux à six mois de prison, les familles les renient et la société les rejette. Sans emploi ni logement, elles n'ont d'autre alternative que d'abandonner leur enfant et de vivre dans la rue, ce qui les conduit souvent à se prostituer.

Le recensement de ces jeunes femmes est impossible mais le phénomène est de société et leur portrait épouse de multiples profils. Si beaucoup sont de crédules petites bonnes venues des campagnes, elles peuvent aussi être étudiantes ou travailler dans une usine quelconque. Le géniteur peut être le patron ou son fils, un homme accueillant rencontré un jour d'errance, mais aussi "l'amour de leur vie". Toutes n'ont pas cru à une fallacieuse promesse de mariage. Mais toutes subissent le rejet du père, affrontent le "qu'est-ce qui prouve que c'est le mien" contre lequel elles ne peuvent rien. Souvent, elles ingurgitent les mille mixtures des avortements traditionnels. Parfois, elles pensent au suicide. Et elles finissent par vivre seules une grossesse qu'elles cachent à leur entourage à coup de mensonges et de vêtements amples. Puis viendra le temps de l'accouchement, la peur de l'hôpital où les policiers peuvent venir les arrêter.

Depuis quelques années, le voile se lève sur ce qui a longtemps été "le" tabou marocain et le tissu associatif se structure. Dans le quartier huppé de la Route d'Azzemour, l'Institution Nationale de Solidarité Avec les Femmes en détresse (Insaf) accueille des mamans à leur sortie de l'hôpital. Fondée en 1999 par une chef d'entreprise produisant des articles de bureaux, Meriem Othmani, la structure ne fait pas dans le caritatif mais dans l'efficacité : "l'objectif principal est de lutter contre l'abandon" explique la wonder woman au look impeccable et au regard profondément humaniste.

Ce matin de décembre, Khatima, assistante sociale, a fait la tournée des six maternités de Casablanca : "aujourd'hui, j'ai vu 18 mères célibataires. Une seule répondait aux critères : pas d'abandon, pas de récidive, pas de troubles psychologiques car on veut des mères qui peuvent s'en sortir...". Depuis quelques temps, elle pénètre les bidonvilles, partant à la rencontre des "matrones", ces accoucheuses familiales. Une entreprise délicate car la hchouma - mélange de honte et de pudeur - sévit et "les gens nous accusent de valoriser la prostitution", soupire la jeune fille.

Dans la maison de l'Insaf, les filles déposent leur enfant à la pouponnière pour suivre une formation en couture, broderie ou cuisine. Le soir venu, elles réintègrent leur foyer. Au dernier étage d'un immeuble, une terrasse dessert une cuisine et deux petites chambres où s'entassent quatre ou cinq lits. "Ni petits rideaux aux fenêtres, ni jolis tableaux aux murs" commente, un brin provocatrice, Meriem Othmani, avant de poursuivre plus sérieusement, "ces conditions sont les mêmes que celles qu'elles trouveront ensuite".

Dès que les jeunes femmes auront suivi la formation minimale, Insaf les aidera à trouver un travail. C'est là qu'Ibtissan entre en scène pour "les placer chez des particuliers comme femme de ménage pour un salaire jamais inférieur à 1000 dirhams par mois, ou dans des entreprises. C'est la meilleure solution car on obtient des SMIG* que dans 40% des cas". Parfois, avant un "vrai travail", elles passeront par l'Association Solidarité Féminine (ASF), structure qui les aidera deux ans.

A l'autre bout de la ville, quartier Palmier, l'ambiance est différente. Deux restaurants, des kiosques, du service à domicile... Pour se financer, ASF multiplie les activités autour de la restauration. Le lieu est une véritable ruche. La cuisine est en effervescence le matin. A midi,

pendant que quelques-unes foncent dans les kiosques installés à l'entrée des hôpitaux pour vendre quelques plats, d'autres s'activent au rez-de-chaussée pour servir les clients. A deux heures, tout doit être rangé car c'est là que se feront les ateliers de formation et d'alphabétisation. Rythme frénétique et immuable à l'exception du jeudi où l'après-midi est consacrée à préparer les gargantuesques couscous du vendredi. Dans le jardin, autour d'une table débordante de légumes, les filles pèlent, râpent, coupent, en riant et papotant. Sur ce bruyant petit monde, Khadija règne avec une tendre autorité. Rigoler oui, lambiner non. "Entre celles qui n'ont pas envie de travailler, la nouvelle que l'on veut bizuter, celles qui, davantage éduquées que les autres, se prétendent exemptées de courses ou de ménage... Il faut surveiller, rappeler les règles, identiques pour toutes".

Etre mère célibataire est parfois le seul dénominateur commun de ces filles aux histoires et aux tempéraments différents. Il leur faut cependant vivre ensemble, respecter règles et emploi du temps difficiles. Levées à 6 heures, elles déposent leur enfant à la garderie du rez-de-chaussée, entament une journée qui ne se terminera pas avant 19 ou 20 heures, avant de retourner passer leur soirée dans une petite chambre qu'elles partagent à trois. Le tout pour quelques 250 dirhams par semaine.

Tous les travailleurs sociaux le répètent à l'envi : la réussite, c'est la réconciliation familiale. Certaines filles taisent tout ; d'autres avouent et sont répudiées ; d'autres encore voient leurs familles exiger le lourd tribut de l'abandon. Si les travailleurs sociaux obtiennent quelques résultats, toutes les démarches n'aboutissent pas. "Alors que j'étais en train de parler avec la tante d'une fille, le

Suite de l'article page 17

Suite de l'article page 8
père a déboulé, m'a insultée et foutue dehors" se rappelle Soumeya, assistante sociale à ASF. "La fille m'attendait dans la voiture, elle est sortie et a brandi son bébé en disant "tu es grand-père que tu le veuilles ou non". C'était un échec mais c'était dit et c'est déjà un soulagement.

Autre cheval de bataille : la reconnaissance de l'enfant par le père. L'aventure est autrement plus difficile. "Elles retrouvent toutes les yeux ou le menton du père dans leur enfant, persuadées que ressemblance vaut reconnaissance. Malheureusement, certains ne daignent même pas jeter un œil sur le bébé qu'on leur présente"

introduit Soumeya. Car l'homme marocain use sans complexe du joker "c'est pas moi". Une carte qu'Aïcha Ech Chenna, présidente d'ASF, entend bien lui ôter. Le dernier combat de la dame se nomme ADN : "Il faut que cela devienne un outil entre les mains du juge". Mais la militante a le sens de la nuance : "même certains hommes pâtissent de cette situation, coincés entre un enfant qu'ils voudraient reconnaître et une famille qui pose son veto".

"Ces enfants grandissent dans la haine et n'ont que ça à donner. Ils ont des comportements violents, reproduisent ce qu'ils ont vécu" prévient Aïcha "Il ne faut pas seulement créer des orphelinats ou

des structures pour s'occuper d'eux. Il faut changer les mentalités, humaniser le Maroc".

Depuis 1999, 450 jeunes femmes sont passées par Insaf, plus de 200 à ASF pour la seule ville de Casablanca. Combien d'autres font et refont des enfants sans père, tombent dans la prostitution ? Le travail de titan mené par les associations reste une goutte d'eau dans un océan où le désespoir reste le plus souvent roi.

Angélique SCHALLER
Agence Reportages

*ndlr : SMIG : Salaire Minimum Inter-professionnel Garanti : environ 1800 dh/mois en 2001 (8,78 dh/heure)



Le règne du rien.

C'est en intégrant Solidarité Féminine qui a fait les recherches nécessaires que Aziza a appris son âge. Depuis un mois elle sait qu'elle a 15 ans, qu'elle est une enfant qui a un bébé. Exploitée comme petite bonne depuis qu'elle a 4 ans, violée puis mise enceinte par un autre homme, découvrant sa grossesse en se rendant chez le docteur pour des maux de ventre : Aziza n'a aucune prise sur la vie. Elle n'est jamais allée à l'école, n'espère rien, n'attend rien.

La misère à l'œuvre.

Tout est noir dans la vie d'Amina : un passé exploité de petite bonne et un présent de fille-mère rejetée. Une bouille d'enfant qui ne cesse de ressasser une courte vie passée à travailler, des patrons qui la harcèlent, un fils dont elle ne veut pas, un père qui la renie : des larmes qui coulent à flot et un espoir réduit à zéro.



La vie qui bascule.

Des études de droit en cours, une famille qui l'adore, un ami qui se dit heureux de devenir père... Tout allait bien dans la vie de Zineb jusqu'à ce jour de 1999 où "l'amour de sa vie" l'abandonne à la gare de Casablanca. Malgré la dégringolade, le fatalisme est de mise et aucune haine n'embrase cette jeune femme, "soutenue par Dieu". Si ses diplômes pourraient laisser espérer un travail meilleur, une question lancinante coupe court à toutes spéculations : "que ferai-je de mon fils ?". Au Maroc, les crèches publiques sont quasiment inexistantes.



L'exemple qui permet d'y croire.

Pour Touria, la galère est terminée. C'est aujourd'hui la fin des mensonges à une famille qui l'accepte enfin, la fin des regrets avec un père qui reconnaît son fils, la fin de la misère avec un travail annoncé. Pour elle, l'étape associative est terminée. Mais derrière la riante jeune femme se cache un caractère en acier trempé.

Photographe : Patrick Valasseris
Reportages - 33 rue Ferrari 13005 Marseille

Réforme de la *Moudawana* : la longue marche des femmes marocaines

La *Moudawana*, inspirée de la *Charia* et promulguée en 1957, définit un modèle traditionnel de la famille en régissant les droits des femmes et en affirmant l'inégalité de celles-ci face aux hommes au sujet de la conclusion du mariage, de la vie conjugale, du divorce et de la garde des enfants. La réalité en est loin.

Depuis quelques années le statut de la femme au Maroc est au centre de débats et de polémiques. Ainsi le 19 mars 1999, le Premier ministre présente "le plan d'action pour l'intégration des femmes au développement", axé autour de quatre domaines prioritaires : l'alphabétisation et l'éducation, la santé reproductive, l'intégration des femmes au développement économique et le renforcement de leurs pouvoirs. Ce plan se fixe comme objectif de garantir une participation réelle des femmes à la vie culturelle, politique et économique et d'éradiquer toutes formes de discriminations à leur égard.

Le dernier point du plan, qui concerne le renforcement de la participation des femmes à l'exercice du pouvoir, est en fait une réforme de la *Moudawana* et sa remise en cause a provoqué de vives critiques. Une partie de la société marocaine résiste à toute évolution du statut des femmes, invoquant un risque de déstabilisation de la société traditionnelle patriarcale par une trop importante occidentalisation des mœurs. On se souvient notamment du succès de la manifestation du 12 mars 2000 à Casablanca contre le plan d'action organisé par le PJD (parti islamique représenté au Parlement marocain) et les membres d'associations islamiques.

Toutefois, la publication au bulletin officiel du 18 janvier 2001, de la convention internationale sur "l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes" pouvait laisser espérer une véritable réforme de la *Moudawana*. La commission consultative chargée de sa révision prévoyait d'organiser une rencontre en octobre dernier avec les associations de défense des droits de l'Homme afin de connaître leurs positions. Plusieurs de ces organisations ont refusé de s'y rendre, motivées par le fait qu'elle était constituée d'*ouléma* (juristes de droit islamique) et non d'acteurs de la cause féminine.

Aussi, l'évolution du statut juridique de la femme marocaine tant attendu par les mouvements de défense des droits humains et par la société civile n'est toujours pas traduite par des mesures concrètes.